

Les titres décrits dans le présent supplément de fixation du prix, ainsi que dans le supplément de prospectus daté du 24 mars 2023 et le prospectus préalable de base simplifié daté du 24 mars 2023, auquel il se rapporte, dans sa version modifiée ou complétée, y compris chaque document qui est intégré par renvoi dans ces documents, ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites. Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts et quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction.

Les titres devant être émis aux termes des présentes n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933, dans sa version modifiée (la « Loi de 1933 ») et, sous réserve de certaines exceptions, ils ne peuvent être offerts, vendus ni livrés, directement ou indirectement, aux États-Unis d'Amérique ou pour le compte ou au profit de personnes des États-Unis (U.S. persons) (au sens donné à ce terme dans le règlement intitulé Regulation S adopté en application de la Loi de 1933).



FINANCIÈRE SUN LIFE INC.

Supplément de fixation du prix n° 2 daté du 13 mai 2024

(du prospectus préalable de base simplifié de la Financière Sun Life inc. (la « FSL ») daté du 24 mars 2023, complété par le supplément de prospectus de la FSL daté du 24 mars 2023 (collectivement, le « prospectus »)).

750 000 000 \$ DÉBENTURES SUBORDONNÉES NON GARANTIES À TAUX FIXE DE 5,12 %/VARIABLE DE SÉRIE 2024-1 VENANT À ÉCHÉANCE EN 2036

Les débentures subordonnées non garanties à taux fixe de 5,12 %/variable de série 2024-1 venant à échéance en 2036 d'un capital de 750 000 000 \$ (les « débentures ») seront émises aux termes d'un acte de fiducie daté du 23 novembre 2005, complété par un vingt-cinquième acte supplémentaire qui portera la date de clôture (collectivement, l'« acte de fiducie »), intervenu entre la FSL et Compagnie Trust BNY Canada, à titre de fiduciaire remplaçant (le « fiduciaire »).

Le texte qui suit constitue un résumé de certaines des caractéristiques importantes des débentures offertes par les présentes, ne prétend pas être complet et doit être lu à la lumière du texte intégral de l'acte de fiducie. Pour obtenir un résumé des autres caractéristiques importantes applicables aux débentures, se reporter au prospectus. Pour obtenir le texte intégral de ces caractéristiques, se reporter à l'acte de fiducie.

Émetteur :	Financière Sun Life inc.
Désignation :	Débentures subordonnées non garanties à taux fixe de 5,12 %/variable de série 2024-1 venant à échéance en 2036
Capital :	Débentures d'un capital global de 750 000 000 \$
Prix d'émission :	1 000 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital de débentures
Date d'émission :	Le 15 mai 2024
Date de livraison :	Le 15 mai 2024
Date de rajustement de l'intérêt :	Le 15 mai 2031
Date d'échéance :	Les débentures viendront à échéance le 15 mai 2036.
Dates de versement de l'intérêt ¹ :	Chaque débenture portera intérêt (i) au cours de la période allant de la date de clôture du présent placement jusqu'au 15 mai 2031, exclusivement, au taux annuel fixe de 5,12 %, payable à terme échu en versements semestriels égaux le 15 mai et le 15 novembre de chaque année, le premier versement d'intérêt étant exigible le 15 novembre 2024 et le

dernier versement d'intérêt étant exigible le 15 mai 2031, et (ii) à compter du 15 mai 2031, inclusivement, jusqu'à la date d'échéance des débentures, exclusivement, à un taux variable correspondant au CORRA composé quotidiennement déterminé pour la période d'observation à l'égard de cette période d'intérêt variable, majoré de 1,46 %, payable en versements trimestriels à terme échu le 15 février, le 15 mai, le 15 août et le 15 novembre de chaque année le premier de ces paiements devant avoir lieu le 15 août 2031. Les débentures viendront à échéance à la date d'échéance.

CORRA composé quotidiennement :

Pour une période d'observation, le taux sera calculé comme suit, le pourcentage en résultant étant arrondi au besoin à la cinquième décimale, 0,000005 % étant arrondi à la hausse et (-) 0,000005 % étant arrondi à la baisse :

$$\text{CORRA composé quotidiennement} = \left(\frac{\text{Indice du CORRA composé à la date de fin}}{\text{Indice du CORRA composé à la date de début}} - 1 \right) \times \left(\frac{365}{d} \right)$$

Dans cette formule :

- l'« indice du CORRA composé à la date de début » correspond à la valeur de l'indice du CORRA composé à la date qui tombe deux jours ouvrables de la Banque du Canada avant la première date de la période d'intérêt variable pertinente;
- l'« indice du CORRA composé à la date de fin » correspond à la valeur de l'indice du CORRA composé à la date qui tombe deux jours ouvrables de la Banque du Canada avant la date de versement de l'intérêt relative à cette période d'intérêt variable (ou, dans le cas de la dernière date de versement de l'intérêt, la date d'échéance ou, si les débentures sont rachetées avant la date d'échéance, la date de rachat des débentures, selon le cas);
- « d » désigne le nombre de jours civils dans la période d'observation concernée.

Période d'intérêt variable :

La période allant de chaque date de versement de l'intérêt, inclusivement, qui commence à la date de rajustement de l'intérêt jusqu'à la date de versement de l'intérêt suivante, exclusivement ou, dans le cas de la dernière date de versement de l'intérêt, la date d'échéance ou, si les débentures sont rachetées avant la date d'échéance, la date de rachat des débentures, selon le cas.

Période d'observation :

À l'égard de chaque période d'intérêt variable, la période allant de la date qui tombe deux jours ouvrables de la Banque du Canada avant la première date de cette période d'intérêt variable, inclusivement, jusqu'à la date qui tombe deux jours ouvrables de la Banque du Canada avant la date de versement de l'intérêt, exclusivement ou, dans le cas de la dernière date de versement de l'intérêt, la date d'échéance ou, si les débentures sont rachetées avant la date d'échéance, la date de rachat des débentures, selon le cas.

Convention de jour ouvrable :

Si une date de versement de l'intérêt qui survient le 15 mai 2031 ou avant cette date tombe un jour qui n'est pas un jour ouvrable, elle sera reportée au prochain jour ouvrable (sans intérêt supplémentaire ni autre paiement au titre de ce report).

Si une date de versement de l'intérêt qui survient après le 15 mai 2031 tombe un jour qui n'est pas un jour ouvrable de la Banque du Canada, elle sera reportée au prochain jour ouvrable de la Banque du Canada, à moins que ce jour ne tombe dans le prochain mois civil, auquel cas, la date de versement de l'intérêt sera le jour précédant qui est un jour ouvrable de la Banque du Canada.

Si la date d'échéance tombe un jour qui n'est pas un jour ouvrable de la Banque du Canada, le remboursement du capital et le versement de l'intérêt requis seront effectués le prochain jour ouvrable de la Banque du Canada.

Rendement : **Le rendement réel des débentures, si elles sont détenues jusqu'au 15 mai 2031, sera de 5,12 %. Par la suite, le rendement réel variera en fonction du taux d'intérêt.**

Coupures : Les débentures seront émises en coupures de 1 000 \$ et en multiples entiers de ce nombre.

Rachat : La FSL peut, à son gré, sous réserve de l'approbation préalable du Surintendant, racheter les débentures, en totalité ou en partie, à compter du 15 mai 2029, jusqu'au 15 mai 2031, exclusivement, à un prix de rachat correspondant au plus élevé des deux montants suivants : (i) soit le prix selon le rendement des obligations du Canada, (ii) soit la valeur nominale; et à compter du 15 mai 2031, à un prix de rachat correspondant à la valeur nominale, majorée dans chaque cas de l'intérêt couru et impayé jusqu'à la date fixée pour le rachat, exclusivement. Les débentures rachetées à compter du 15 mai 2031 doivent être rachetées à une date de versement d'intérêt. La FSL donnera un avis de rachat au moins 10 jours, mais au plus 60 jours, avant la date fixée pour le rachat. Dans le cas où moins de la totalité des débentures doivent être rachetées, les débentures devant être rachetées seront choisies au hasard par le fiduciaire ou seront rachetées sur une base proportionnelle, selon le capital des débentures immatriculées au nom de chacun des porteurs respectifs des débentures ou de toute autre manière que le fiduciaire estime équitable.

Le « **prix selon le rendement des obligations du Canada** » désigne un prix par tranche de 1 000 \$ de capital de débentures, calculé par la FSL à environ 10 h (heure de Toronto) le troisième jour ouvrable précédant toute date fixée pour le rachat de débentures, de manière à fournir un rendement sur celles-ci à compter de la date fixée pour le rachat jusqu'au 15 mai 2031, exclusivement, correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada (au sens donné à ce terme ci-après), composé semestriellement à terme échu et majoré de 0,355 %.

Le « **rendement des obligations du gouvernement du Canada** » désigne, à une date qui tombe trois (3) jours ouvrables avant toute date fixée pour le rachat, le cours acheteur à l'échéance à cette date, composé semestriellement, que devrait rapporter une obligation nominale non rachetable du gouvernement du Canada, si elle était émise, en dollars canadiens au Canada, à 100 % de son capital à cette date avec une durée à l'échéance égale à la période comprise entre la date fixée pour le rachat et le 15 mai 2031 (la « **durée applicable** »), tel qu'il est établi par deux courtiers en valeurs mobilières canadiens indépendants (chacun étant membre de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (ou de tout organisme qui le remplace)) choisis par la FSL, et fondé sur une interpolation linéaire des rendements représentés par la moyenne arithmétique des cours acheteurs observés sur le marché vers 10 h (heure de Toronto) à la date pertinente pour chacune des deux obligations nominales non rachetables du gouvernement du Canada en circulation ayant une durée à l'échéance se rapprochant le plus près de la durée applicable à cette date, cette moyenne arithmétique étant fondée, dans chacun des cas, sur les cours acheteurs proposés par ces courtiers en valeurs mobilières indépendants.

Désendettement : À compter du 15 mai 2029, sous réserve de l'obtention de l'approbation préalable du Surintendant, la FSL peut exercer son option, prévue aux termes de l'acte de fiducie, pour que le fiduciaire la libère des obligations qui lui incombent aux termes de l'acte de fiducie relativement à la totalité des débentures en circulation, y compris son obligation de faire des paiements, à la condition (i) que le fiduciaire soit convaincu que la FSL ait déposé auprès de lui des fonds ou des titres d'État suffisants pour le paiement de toutes les sommes qui sont ou deviennent exigibles à l'égard des débentures; (ii) qu'aucun cas de défaut ne soit survenu aux termes de l'acte de fiducie ni ne se poursuive; et (iii) que les autres conditions prévues dans l'acte de fiducie aient été respectées.

Rang : Les débentures seront des obligations subordonnées, non garanties et directes de la FSL constituant des titres secondaires pour l'application de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada), et auront rang égal et proportionnel à tous les autres titres secondaires non garantis de la FSL émis et en circulation, à l'occasion, à l'exception des titres secondaires de la FSL qui ont un rang inférieur aux débentures, selon leurs modalités. Entre elles, les débentures auront rang égal et proportionnel, sans aucune préférence ni priorité. Selon l'acte de fiducie, en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la FSL, la dette attestée par les débentures aura infériorité de rang quant au droit de paiement par rapport à la totalité des autres obligations de la FSL (y compris les dettes de premier rang et les obligations des titulaires de contrat de la FSL, le cas échéant), à l'exception de celles qui, selon leurs modalités, ont un rang égal ou inférieur à celui des débentures.

En cas de distribution des actifs de la FSL suivant une dissolution, une liquidation ou une restructuration, les versements sur les débentures seront subordonnés, dans la mesure fixée dans l'acte de fiducie, quant au droit de paiement au paiement préalable et intégral de toutes les dettes de premier rang de la FSL, mais l'obligation de la FSL d'effectuer des versements sur les débentures ne sera pas autrement modifiée, sauf de la façon décrite ci-après. La FSL peut ne faire aucun versement sur les débentures en cas de défaut à l'égard de ses dettes de premier rang ou aux termes des modalités de ces dettes. Étant donné que les débentures sont subordonnées, quant au droit de paiement, à toute dette de premier rang de la FSL, en cas de distribution des actifs suivant l'insolvabilité de la FSL, certains créanciers de la FSL peuvent recouvrer proportionnellement davantage que les porteurs de débentures. Les porteurs de débentures seront subrogés dans les droits des porteurs de dettes de premier rang de la FSL, dans la mesure où des paiements sont faits sur les dettes de premier rang de la FSL, suivant une distribution des actifs dans le cadre de toute procédure à l'égard des débentures.

Forme des débentures : Les débentures seront émises sous forme de certificat global inscrit au nom de « CDS & Co. »

ISIN/numéro CUSIP : CA86682ZAU09 / 86682ZAU0

Notes : DBRS Limited (« **DBRS** ») a attribué la note « A » aux débentures et S&P Global Ratings, agissant par l'intermédiaire de S&P Global Ratings Services Canada, unité d'exploitation de S&P Global Canada Corp. (« **S&P** »), leur a attribué la note « A ». Une note constitue généralement une indication de la solvabilité d'un emprunteur ou du risque que l'emprunteur ne s'acquitte pas, en temps opportun, de ses obligations de versement de l'intérêt et de remboursement du capital sur la dette qui fait l'objet d'une note. Les catégories de notation s'échelonnent de la qualité de crédit la plus élevée (généralement « AAA ») à une qualité hautement spéculative (généralement « C »).

Pour DBRS, la note « A » constitue une indication de bonne qualité de crédit et est la troisième catégorie de note la plus élevée utilisée par DBRS pour les titres d'emprunt à long terme. DBRS utilise le déterminant « élevée » ou « faible » pour indiquer la force relative dans une catégorie de notation, en l'absence d'un tel déterminant indiquant une notation au milieu de la catégorie. Pour S&P, la note « A » indique que la capacité de l'emprunteur de s'acquitter de ses obligations financières est solide et constitue la troisième catégorie de note la plus élevée utilisée par S&P pour les titres d'emprunt à long terme, et l'ajout du signe plus « + » ou moins « - » indique la position relative dans une catégorie de note en particulier.

Les notes ont pour but de fournir aux investisseurs une évaluation indépendante de la qualité de crédit d'une émission ou d'un émetteur de titres, et ne traitent aucunement du caractère adéquat de titres en particulier, pour un investisseur particulier. La note attribuée aux débentures ne constitue pas une recommandation d'acheter, de conserver ou de vendre les débentures. Les investisseurs éventuels devraient consulter l'agence de notation applicable pour obtenir de l'information sur l'interprétation et les conséquences des notes

et sur toute mesure prise récemment à l'égard de celles-ci. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par l'agence de notation applicable.

La FSL a versé les honoraires usuels à DBRS et à S&P relativement à l'attribution des notes susmentionnées, et elle versera à DBRS et à S&P les honoraires usuels relativement à la confirmation de ces notes dans le cadre du placement. De plus, la FSL a fait les paiements usuels relativement à certains autres services fournis à la FSL par DBRS et S&P au cours de deux dernières années.

Placeurs pour compte : RBC Dominion valeurs mobilières Inc., BMO Nesbitt Burns Inc. et Scotia Capitaux Inc. (à titre de coteneurs de livres)

Marchés mondiaux CIBC inc., Valeurs Mobilières TD Inc., Merrill Lynch Canada Inc. et Financière Banque Nationale inc. (à titre de cochefs de file)

Rémunération des placeurs pour compte : 3,70 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital de débetures, pour un total de 2 775 000 \$

Emploi du produit : La FSL a l'intention d'utiliser un montant correspondant au produit net de la vente des débetures en vue de financer ou de refinancer, en tout ou en partie, des actifs admissibles nouveaux et/ou existants (tel qu'il est décrit dans le cadre de référence des obligations durables de la FSL daté d'avril 2024 (le « **cadre de référence des obligations durables de la FSL** »)). Se reporter à la rubrique « Cadre de référence des obligations durables de la FSL » ci-après.

Mode de placement : Placement pour compte

¹ Si, à la date de rajustement de l'intérêt ou après cette date, (i) l'indice du CORRA composé^{à la date de début} ou l'indice du CORRA composé^{à la date de fin} n'est pas publié ou affiché par l'administrateur du taux de référence ou un distributeur autorisé au plus tard à 11 h 30, heure de Toronto (ou une heure de publication modifiée, le cas échéant, conformément à la méthode de calcul de l'indice du CORRA composé de l'administrateur du taux de référence), à la date de détermination de l'intérêt pour cette période d'intérêt variable, mais que la date d'effet de l'abandon de l'indice relativement à l'indice du CORRA composé n'a pas eu lieu, ou (ii) la date d'effet de l'abandon de l'indice relativement à l'indice du CORRA composé a eu lieu, l'agent chargé du calcul calculera alors le CORRA composé quotidiennement comme suit, le pourcentage en résultant étant arrondi au besoin à la cinquième décimale, 0,000005 % étant arrondi à la hausse et (-) 0,000005 % étant arrondi à la baisse :

$$\text{CORRA composé quotidiennement} = \left(\prod_{i=1}^{d_0} \left(1 + \frac{\text{CORRA}_i \times n_i}{365} \right) - 1 \right) \times \frac{365}{d}$$

Dans cette formule :

- « d_0 » pour toute période d'observation, désigne le nombre de jours ouvrables de la Banque du Canada dans la période d'observation concernée;
- « i » désigne une série de nombres entiers allant de un à d_0 , chacun représentant le jour ouvrable de la Banque du Canada pertinent en ordre chronologique à compter du premier jour ouvrable de la Banque du Canada, inclusivement, de la période d'observation concernée;
- « CORRA_i » désigne, à l'égard de tout jour ouvrable de la Banque du Canada « i » au cours de la période d'observation concernée, un taux de référence égal au CORRA quotidien de ce jour, que publie ou affiche l'administrateur du taux de référence ou un distributeur autorisé à 11 h, heure de Toronto (ou une heure de publication modifiée, le cas échéant, conformément à la méthode de calcul du CORRA de l'administrateur du taux de référence), le jour ouvrable de la Banque du Canada suivant immédiatement, soit le jour ouvrable de la Banque du Canada « i » + 1;

- « n_i » pour tout jour ouvrable de la Banque du Canada « i » au cours de la période d'observation concernée, désigne le nombre de jours civils à compter de ce jour ouvrable de la Banque du Canada « i », inclusivement, jusqu'au jour ouvrable de la Banque du Canada suivant, exclusivement, soit le jour ouvrable de la Banque du Canada « i » + 1;
- « d » désigne le nombre de jours civils dans la période d'observation concernée.

Si ni l'administrateur du taux de référence ni les distributeurs autorisés ne fournissent ou ne publient de CORRA et que la date d'effet de l'abandon de l'indice relativement au CORRA n'a pas eu lieu, alors, à l'égard de tout jour pour lequel le CORRA est requis, les références au CORRA seront réputées être les références au dernier CORRA fourni ou publié.

Si une date d'effet de l'abandon de l'indice a lieu relativement au CORRA, l'acte de fiducie prévoira que le taux d'intérêt pour une date de détermination de l'intérêt qui survient à la date d'effet de l'abandon de l'indice ou après cette date sera le taux recommandé pour le dollar canadien à l'égard duquel l'agent chargé du calcul appliquera le plus récent écart publié et auquel il apportera les ajustements nécessaires pour tenir compte de toute différence ayant trait à la durée, à la structure ou à la teneur du taux recommandé pour le dollar canadien en comparaison avec le CORRA.

S'il existe un taux recommandé pour le dollar canadien avant la fin du premier jour ouvrable de la Banque du Canada suivant la date d'effet de l'abandon de l'indice relativement au CORRA, mais que ni l'administrateur du taux de référence ni les distributeurs autorisés ne fournissent ou ne publient le taux recommandé pour le dollar canadien et qu'aucune date d'effet de l'abandon de l'indice relativement à ce taux n'est survenue, les références au taux recommandé pour le dollar canadien seront alors, pour tous les jours où ce taux est requis, réputées être des références au dernier taux recommandé pour le dollar canadien fourni ou publié.

S'il a) n'existe pas de taux recommandé pour le dollar canadien avant la fin du premier jour ouvrable de la Banque du Canada suivant la date d'effet de l'abandon de l'indice relativement au CORRA; ou s'il b) existe un taux recommandé pour le dollar canadien et qu'une date d'effet de l'abandon de l'indice relativement à celui-ci survient, l'acte de fiducie prévoira que le taux d'intérêt pour une date de détermination de l'intérêt qui survient à la date d'effet de l'abandon de l'indice applicable ou après cette date sera le taux cible de la Banque du Canada, auquel l'agent chargé du calcul appliquera le plus récent écart publié et apportera les ajustements nécessaires pour tenir compte de toute différence ayant trait à la durée, à la structure ou à la teneur du taux cible de la Banque du Canada par comparaison avec le CORRA.

Les références au taux cible de la Banque du Canada sont, pour tous les jours où ce taux est requis, réputées être des références au dernier taux cible de la Banque du Canada fourni ou publié à la fermeture des bureaux à Toronto ce jour-là.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un taux applicable, l'agent chargé du calcul peut, en consultation avec la FSL, apporter les rajustements au taux applicable ou à l'écart connexe, s'il y a lieu, ainsi qu'à la convention relative au jour ouvrable (y compris la convention de jour ouvrable), à la convention de calcul des jours civils, aux dates de détermination de l'intérêt et aux modalités et définitions connexes (y compris les dates d'observation pour les taux de référence), lesquels rajustements concordent dans chaque cas avec les pratiques acceptées sur le marché pour l'utilisation du taux applicable visant des obligations d'emprunt comme les débetures dans de telles circonstances.

Toute détermination, décision ou sélection que peut effectuer la FSL ou l'agent chargé du calcul, selon le cas, à l'égard du taux applicable, y compris toute détermination à l'égard d'un rajustement ou de la survenance ou de la non-survenance d'un cas, d'une situation ou d'une date et toute décision de prendre ou d'omettre de prendre une mesure ou de faire ou de s'abstenir de faire un choix : (i) sera définitive et exécutoire, en l'absence d'une erreur manifeste; (ii) si elle est effectuée par la FSL, elle le sera à l'appréciation exclusive de celle-ci, ou, selon le cas, si elle est effectuée par l'agent chargé du calcul, elle le sera après consultation avec la FSL et l'agent chargé du calcul n'effectuera pas cette détermination, décision ou sélection si la FSL s'y oppose et il ne peut être tenu responsable de n'avoir pas effectué cette détermination, décision ou sélection; et (iii) prendra effet sans le consentement des porteurs de débetures ou d'autres parties.

L'« **administrateur du taux de référence** » s'entend de la Banque du Canada ou de tout successeur à titre d'administrateur du CORRA et/ou de l'indice du CORRA composé ou de l'administrateur (ou de son successeur) d'un autre taux applicable, le cas échéant.

L'« **agent chargé du calcul** » s'entend d'un fiduciaire tiers ou d'une institution financière d'envergure nationale ayant déjà fourni de tels services que la FSL a choisis.

Le « **CORRA** » s'entend du taux des opérations de pension à un jour canadien que publie la Banque du Canada, à titre d'administrateur du CORRA (ou son successeur à titre d'administrateur du taux de référence), sur le site Web de la Banque du Canada ou tout site Web remplaçant.

La « **date d'effet de l'abandon de l'indice** » s'entend de la première date à laquelle le taux applicable cesse d'être fourni à la suite d'un événement déclencheur de l'abandon de l'indice. Si le taux applicable cesse d'être fourni le jour même où il est nécessaire au calcul du taux de la date de détermination de l'intérêt, mais a été fourni au moment où il doit être observé (ou, si aucune période n'est précisée, au moment où il est habituellement publié), alors la date d'effet de l'abandon de l'indice sera le prochain jour où le taux aurait normalement été publié.

L'« **événement déclencheur de l'abandon de l'indice** » s'entend de la survenance de l'un des événements suivants :

- A) une déclaration publique ou une publication d'information faite par l'administrateur du taux de référence ou un fournisseur du taux applicable, ou en son nom, indiquant qu'il a cessé ou cessera de fournir le taux applicable définitivement ou pour une durée indéterminée, dans la mesure où aucun successeur à titre d'administrateur du taux de référence ou de fournisseur du taux applicable ne prend la relève à ce moment-là;
- B) une déclaration publique ou une publication d'information faite par l'organisme de surveillance dont relève l'administrateur du taux de référence ou un fournisseur du taux applicable, la Banque du Canada, une entité responsable des procédures d'insolvabilité dont relève l'administrateur du taux de référence ou un fournisseur du taux applicable, une autorité de résolution dont relève l'administrateur du taux de référence ou un fournisseur du taux applicable ou encore un tribunal ou une entité disposant de pouvoirs comparables en matière d'insolvabilité ou de résolution sur l'administrateur du taux de référence ou un fournisseur du taux applicable, indiquant que l'administrateur du taux de référence ou un fournisseur du taux applicable a cessé ou cessera de fournir le taux applicable définitivement ou pour une durée indéterminée, dans la mesure où aucun successeur à titre d'administrateur du taux de référence ou de fournisseur du taux applicable ne prend la relève à ce moment-là.

La « **date de détermination de l'intérêt** » s'entend de la date tombant deux jours ouvrables de la Banque du Canada avant chaque date de versement de l'intérêt, ou, dans le cas de la dernière période d'intérêt variable, de la date tombant deux jours ouvrables avant la date d'échéance, ou, s'il y a lieu, de la date tombant deux jours ouvrables avant la date de rachat de toute débenture.

L'« **indice du CORRA composé** » s'entend de la mesure de l'incidence cumulative du CORRA composé au fil du temps qui est administrée et publiée par la Banque du Canada (ou un successeur de l'administrateur du taux de référence).

Un « **jour ouvrable** » s'entend de tout jour où les banques à charte canadiennes sont ouvertes à Toronto, qui n'est pas un samedi ou un dimanche.

Un « **jour ouvrable de la Banque du Canada** » s'entend d'un jour où les banques de l'annexe I en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) sont ouvertes à Toronto, en Ontario, au Canada, autre qu'un samedi ou un dimanche ou un jour férié à Toronto (ou tout calendrier révisé de publication régulière d'un taux applicable que l'administrateur du taux de référence peut adopter de temps à autre).

Le « **taux cible de la Banque du Canada** » s'entend du taux cible du financement à un jour fixé par la Banque du Canada et publié sur son site Web.

Le « **taux applicable** » s'entend de l'indice du CORRA composé, du CORRA, du taux recommandé pour le dollar canadien ou du taux cible de la Banque du Canada, selon le cas.

Le « **taux recommandé pour le dollar canadien** » s'entend du taux (majoré de tout écart ou ajustement) recommandé en remplacement du CORRA par un comité officiellement appuyé ou mis sur pied par la Banque du Canada à cette fin (le calcul pouvant être effectué par la Banque du Canada ou un autre administrateur) et publié par l'administrateur de ce taux (ou un successeur à titre d'administrateur), ou autrement, publié par un distributeur autorisé.

	<u>Prix d'offre</u>	<u>Rémunération des placeurs pour compte⁽¹⁾</u>	<u>Produit net revenant à la FSL⁽²⁾</u>
Par tranche de 1 000 \$ de capital de débentures	1 000 \$	3,70 \$	996,30 \$
Total	750 000 000 \$	2 775 000 \$	747 225 000 \$

- (1) La FSL a convenu de verser aux placeurs pour compte une rémunération de 3,70 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital de débentures vendues.
(2) Avant déduction des frais liés au placement payables par la FSL, estimés s'élever à 1 100 000 \$, qui, avec la rémunération des placeurs pour compte, seront prélevés sur le produit tiré du placement.

CADRE DE RÉFÉRENCE DES OBLIGATIONS DURABLES DE LA FSL

Aperçu

La FSL, ses filiales et, le cas échéant, ses coentreprises et ses sociétés affiliées (collectivement, « **Sun Life** ») souscrivent au principe de la durabilité dans le cadre de l'exploitation de leurs entreprises. Sun Life décrit la durabilité comme constituant la prise en charge de ses impacts, de ses risques et de ses occasions sur le plan social, environnemental, économique et de la gouvernance, de façon à contribuer à assurer la capacité à long terme de Sun Life à procurer de la valeur à ses clients, employés, actionnaires et collectivités.

Les débentures sont émises à titre d'« obligations durables » aux termes du cadre de référence des obligations durables de la FSL (les « **obligations durables** ») que la FSL a publié en avril 2024. En émettant des obligations durables, la FSL démontre son engagement à intégrer la durabilité à son entreprise tout en apportant une contribution positive à la société et en soutenant la transition vers une économie à faible émission de carbone.

Pour les fins de l'émission des bons durables le 22 avril 2024 ou après cette date, la FSL a mis au point le cadre de référence des obligations durables de la FSL décrit ci-dessous, qui traite des quatre composantes principales des principes applicables aux obligations vertes de l'International Capital Markets Association (« **ICMA** ») (les « **principes applicables aux obligations vertes** »), des principes applicables aux bons sociaux de la ICMA (les « **principes applicables aux obligations sociales** ») et des lignes directrices de la ICMA relatives aux obligations durables (les « **lignes directrices relatives aux obligations durables** »)¹, de même que leurs recommandations relativement à l'utilisation des examens externes et des rapports sur les répercussions :

1. Emploi du produit;
2. Processus de sélection et d'évaluation des projets;
3. Gestion du produit;
4. Rapports;
5. Examen externe.

Les actifs admissibles (au sens donné à ce terme ci-après) financés ou refinancés au moyen d'obligations durables sont destinés à s'accorder avec les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Emploi du produit

Un montant correspondant au produit net de chaque obligation durable sera utilisé en vue de financer ou de refinancer, en tout ou en partie, des actifs verts et sociaux nouveaux et/ou existants qui satisfont les critères d'admissibilité décrits ci-après (les « **actifs admissibles** ») à même le compte général de la FSL.

¹ Les principes applicables aux obligations vertes, les principes applicables aux obligations sociales et les lignes directrices relatives aux obligations durables ont été créés par la ICMA. Les lignes directrices relatives aux obligations durables ont été mises à jour en juin 2018 et en juin 2021. Selon le site Web de l'ICMA, (i) les principes applicables aux obligations vertes constituent [TRADUCTION] « des lignes directrices volontaires qui recommandent la transparence et la communication et favorisent l'intégrité dans la mise sur pied du marché des obligations vertes en clarifiant l'approche pour l'émission d'une obligation verte » et (ii) les principes applicables aux obligations sociales constituent [TRADUCTION] « des lignes directrices volontaires qui recommandent la transparence et la communication et favorisent l'intégrité dans la mise sur pied du marché des obligations sociales en clarifiant l'approche pour l'émission d'une obligation sociale ».

Les actifs admissibles comprennent les actifs verts et sociaux financés au cours des 24 mois précédant la date d'émission des obligations durables et les actifs verts et sociaux acquis après l'émission. La FSL a l'intention d'affecter entièrement le produit net d'une obligation durable aux actifs admissibles dans un délai de 18 mois suivant son émission.

Critères d'admissibilité

Catégorie admissible aux termes des principes applicables aux obligations vertes et des principes applicables aux obligations sociales

Critères d'admissibilité

Énergie renouvelable

Les investissements dans des installations et de l'équipement consacrés à la production, au transport et à la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables, notamment :

- i. l'énergie éolienne;
- ii. l'énergie solaire;
- iii. l'énergie géothermique (intensité directe des émissions < 100 g éq.CO₂/kWh);
- iv. l'énergie hydroélectrique²;
- v. l'énergie tirée de la biomasse (déchets ou autres matières premières non alimentaires qui n'épuisent pas les bassins de carbone terrestres existants, ne concurrencent pas la production alimentaire et ne sont pas liés à la déforestation ou à une quelconque autre conversion de système naturel et à la perte de biodiversité y afférente) comportant une intensité directe des émissions de moins de 100 g éq. CO₂/kWh et les projets de valorisation énergétique à partir de déchets municipaux;
- vi. les installations de production d'hydrogène utilisant l'énergie renouvelable;
- vii. le déploiement de sources d'énergie renouvelable et l'activation du service, les projets d'énergie décentralisée (par exemple, les microréseaux électriques, l'énergie solaire et le stockage) ainsi que le stockage d'électricité (indépendant des différentes technologies).

Efficacité énergétique

Les investissements dans des installations et de l'équipement qui réduisent la consommation énergétique ou rehaussent l'efficacité des ressources, notamment :

- i. l'installation de matériel de chauffage, de ventilation, de climatisation, de réfrigération et d'éclairage et les améliorations à l'enveloppe des bâtiments éconobénéfiques;
- ii. les systèmes pour la collecte et le recyclage de la chaleur résiduelle, tels que le chauffage à distance et la récupération de chaleur;

² Les projets hydroélectriques respecteront l'un des critères suivants : 1) des émissions de GES sur le cycle de vie inférieures à 100 g éq. CO₂/kWh pour les centrales hydroélectriques en service avant 2020 et inférieures à 50 g éq. CO₂/kWh pour les centrales hydroélectriques en service en 2020 ou après, 2) une densité de puissance supérieure à 5 W/m² pour les centrales hydroélectriques en service avant 2020 et à 10 W/m² pour les centrales hydroélectriques en service en 2020 ou après ou 3) l'installation de production électrique est une centrale au fil de l'eau.

- iii. les projets qui rehaussent l'efficacité de la livraison de services liés à l'énergie en vrac tels que le stockage de l'énergie et les réseaux électriques intelligents;
- iv. les projets qui permettent la surveillance et l'optimisation du volume et du moment de la consommation d'énergie, tels que les compteurs intelligents, les systèmes de contrôle de la charge énergétique, la réaction à la demande, les capteurs ou les systèmes d'information pour bâtiments.

Édifices verts

Les investissements dans des édifices commerciaux ou résidentiels nouveaux ou existants qui se sont vu décerner ou dont on s'attend qu'ils se verront décerner, en raison de leur conception, de leur construction et de leurs plans opérationnels, une certification selon les normes écologiques de construction vérifiées d'un tiers ou d'une cote énergétique tels que :

- i. LEED (norme platine ou or);
- ii. Certification selon les normes du bâtiment à carbone zéro du CBDCA (conception et performance);
- iii. BOMA BEST (norme platine ou or);
- iv. ENERGY STAR (note de 85 et plus);
- v. Certification EnerPHit du Passive House Institute;
- vi. Certification Toronto Green Standard de niveau 2 ou plus;
- vii. Certification selon le BC Step Code (de niveau 3 ou plus);
- viii. les édifices nouveaux ou existants faisant partie de la tranche supérieure de 15 % des édifices à faible émission de carbone en fonction de l'intensité des émissions dans la région, selon une évaluation de tiers.

Moyens de transport propre

Les investissements dans l'infrastructure de transport en commun durable et efficace et de soutien, notamment :

- i. l'infrastructure spécifique au transport collectif;
- ii. les véhicules électriques.

Gestion durable de l'eau et des eaux usées

Les investissements dans des installations et de l'équipement qui réduisent la consommation de l'eau ou rehausse l'efficacité des ressources, notamment :

- i. l'installation de produits ou de technologies favorisant une utilisation rationnelle de l'eau, ou le xéropaysagisme/paysagement tolérant à la sécheresse;
- ii. les projets visant la collecte, le traitement, le recyclage ou la réutilisation de l'eau, de l'eau de pluie ou des eaux usées;
- iii. les infrastructures en vue de prévenir les inondations, de fournir une défense contre les inondations ou de gérer les eaux pluviales.

Gestion durable des ressources naturelles vivantes et des sols	<p>Les investissements dans des avoirs et des activités qui contribuent à la gestion durable des ressources naturelles vivantes et des sols, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. les avoirs et/ou les activités de production certifiés durables en lien avec le bois d'œuvre et les produits agricoles qui ont obtenu ou devraient obtenir une certification d'un système de certification de tiers, tel que le Forest Stewardship Council (FSC); le Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC); la Sustainable Forestry Initiative (SFI); la Sustainable Agriculture Initiative (SAI) Platform; la certification biologique au Canada; la certification biologique du USDA; FAIRTRADE; UTZ; Rainforest Alliance; ii. les solutions climatiques axées sur la nature qui font la promotion de la conservation, de la restauration et/ou de la gestion des forêts, des prairies et des terres humides.
Produits, technologies et processus de production adaptés à l'économie circulaire et/ou produits certifiés éco-efficients	<p>Les investissements dans des solutions qui prolongent la durée de vie des produits, réduisent les déchets et/ou améliorent l'utilisation des ressources, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. les produits conçus pour être entièrement recyclables ou compostables; ii. les technologies qui permettent de remplacer les matières premières vierges par des matières entièrement ou presque entièrement recyclées.
Préservation de la biodiversité terrestre et aquatique	<p>Les investissements dans des activités qui contribuent à la protection, à la restauration et à la gestion de milieux côtiers et marins et de bassins hydrographiques.</p>
Accès aux services essentiels	<p>Les investissements dans des installations et des services qui améliorent l'accès à des services essentiels, à but non lucratif, gratuits ou subventionnés destinés à des populations telles que les communautés à faible revenu ou marginalisées et les groupes vulnérables, ainsi que le grand public, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. les infrastructures pour les hôpitaux, les laboratoires, les cliniques, les soins de santé, de même que les garderies et les centres pour personnes âgées; ii. les infrastructures pour l'enseignement aux enfants, aux jeunes ou aux adultes, de même que les services de formation professionnelle; iii. les foyers d'accueil d'urgence et temporaires.
Logement abordable	<p>Les investissements visant à maintenir ou à améliorer l'accès à des logements convenables, durables et abordables, y compris aux fins de l'acquisition, de la réparation, de l'agrandissement et/ou de l'amélioration de logements sociaux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. les projets destinés aux ménages dont le revenu est inférieur à 80 % du revenu médian de la région, ou à ceux répondant à un critère équivalent, et/ou les projets qui correspondent aux définitions nationales ou régionales dans le territoire concerné applicables aux logements abordables.

Infrastructure de base abordable	<p>Les investissements visant à maintenir ou à améliorer l'accès à une infrastructure de base pour les communautés mal desservies, y compris la construction, l'aménagement, l'exploitation, l'acquisition, la remise en état et de l'entretien :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. de sources d'eau potable; ii. d'installations sanitaires et de plomberie; iii. de réseaux d'électricité et de communication.
Promotion socio-économique et autonomisation	<p>Les investissements qui favorisent un accès équitable aux actifs, aux services, aux ressources et aux occasions, et l'emprise sur ceux-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. des capitaux pour encourager la participation financière des collectivités autochtones.

Processus de sélection et d'évaluation des projets

La FSL a mis sur pied un conseil des obligations durables (le « **conseil des obligations durables** »), qui comprend des membres de la haute direction, qui est chargé de l'examen ultime et du choix des actifs qui répondent aux critères applicables aux actifs admissibles auxquels sera affecté le produit net de chacune des émissions d'obligations durables.

Gestion SLC³ repérera les actifs verts ou sociaux existants ou futurs et les proposera au conseil des obligations durables pour examen et confirmation conformément aux critères d'admissibilité décrits ci-dessus.

Pour évaluer l'admissibilité d'actifs sociaux, le conseil des obligations durables prendra en compte les résultats sociaux positifs potentiels pour les populations cibles (par exemple, les collectivités à faibles revenus ou marginalisées et les groupes vulnérables), de même que pour le public en général.

Dans le cas peu probable où la FSL découvrirait des affectations à des projets qui ne constituent plus des actifs admissibles conformément au cadre de référence des obligations durables de la FSL, celle-ci affectera la somme correspondant à divers actifs qui s'y conforment.

Gestion du produit

La FSL a mis sur pied un registre des obligations durables (le « **registre des obligations durables** ») en relation avec les bons durables qu'elle émet aux fins d'y consigner les actifs admissibles et l'affectation d'un montant correspondant au produit net tiré des obligations durables aux actifs admissibles. Le registre des obligations durables contient des renseignements pertinents en vue d'identifier chacune des obligations durables et les actifs admissibles s'y rapportant et sert de base au rapport sur l'affectation du produit des obligations durables de la FSL.

Gestion SLC maintient et met à jour le registre des obligations durables, qui est examiné semestriellement par le conseil des obligations durables.

La FSL a l'intention de maintenir un montant global d'actifs admissibles qui correspond au moins au produit net global tiré de l'ensemble des obligations durables qui sont simultanément en circulation. Toutefois, il peut y avoir des périodes au cours desquelles un montant global d'actifs admissibles suffisant n'a pas été affecté pour couvrir intégralement le produit net de l'ensemble des obligations durables, en circulation en raison de changements dans la composition des actifs verts ou sociaux de la FSL ou de l'émission d'obligations durables additionnelles. Toute partie du produit net tiré des

³ La marque « Gestion SLC » désigne les activités de gestion d'actifs institutionnels de la FSL, ainsi que les entités Sun Life Capital Management (U.S.) LLC aux États-Unis et Gestion de capital Sun Life (Canada) inc. au Canada. Ces entités sont également désignées sous le nom de « Titres à revenu fixe SLC » et représentent les stratégies de placement dans des titres à revenu fixe de première qualité sur les marchés publics et privés de Gestion SLC. BentallGreenOak, InfraRed Capital Partners, Crescent Capital Group et Advisors Asset Management Inc. font également partie de Gestion SLC.

obligations durables qui n'a pas été affectée à des actifs admissibles dans le registre des obligations durables sera gérée conformément aux activités normales de liquidité de la FSL.

Le paiement du capital et de l'intérêt sur l'émission d'obligations durables sera effectué à même le compte général de la FSL et ne sera pas lié directement au rendement des actifs admissibles.

Rapports

Dans l'année qui suit l'émission d'une obligation durable, et tant et aussi longtemps que des obligations durables émises aux termes du cadre de référence des obligations durables sont en circulation, la FSL publiera un rapport sur son site Web. Le rapport sur l'affectation du produit des obligations durables sera mis à jour annuellement jusqu'à ce que l'affectation du produit net de chaque obligation durable en circulation à des actifs admissibles soit réalisée et par la suite, quand cela est nécessaire, si des faits nouveaux se produisent.

Lorsqu'il est possible de le faire, la FSL fournira des renseignements supplémentaires et des exemples d'entreprises et de projets admissibles financés par une obligation durable. Lorsque cela est possible (et raisonnablement réalisable), ceci peut comprendre des indicateurs de rendement environnementaux et sociaux quantitatifs et qualitatifs. Dans tous les cas, la divulgation des renseignements relatifs aux emprunteurs et à leurs entreprises et projets respectifs est tributaire de ce que permettent les conventions de confidentialités et des questions de concurrence pertinentes.

Examen externe

La FSL a obtenu d'un consultant externe indépendant (« **Morningstar Sustainalytics** ») un avis indépendant (l'« **avis indépendant** ») daté d'avril 2024 concernant la conformité du cadre de référence des obligations durables de la FSL aux lignes directrices relatives aux obligations durables, aux principes applicables aux obligations vertes et aux principes applicables aux obligations sociales. L'avis indépendant est publié sur le site Web de la FSL.

Avant le premier anniversaire de l'émission d'une obligation durable, la FSL demandera à un analyste indépendant qualifié d'examiner les actifs verts et sociaux liés au produit devant provenir de l'émission de l'obligation durable pour en évaluer la conformité avec le cadre de référence des obligations durables de la FSL. Cet examen sera effectué annuellement jusqu'à l'affectation complète d'un montant correspondant au produit net de l'obligation durable. La FSL affichera le rapport de l'examen externe sur son site Web.

FACTEURS DE RISQUE

Un investissement dans les débetures comporte des risques. Outre le risque décrit ci-après, il convient de se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du supplément de prospectus de la FSL daté du 24 mars 2023.

Les débetures pourraient ne pas constituer un investissement convenable pour tous les investisseurs qui recherchent une exposition aux actifs verts et sociaux.

La FSL ne garantit pas que les actifs admissibles seront conformes aux critères et aux attentes des investisseurs en ce qui concerne l'incidence environnementale et le rendement en matière de durabilité. Plus particulièrement, la FSL ne garantit pas que ces actifs admissibles seront conformes, en tout ou en partie, aux attentes ou exigences présentes ou futures des investisseurs en ce qui concerne tout critère ou toute ligne directrice en matière de placement que ces investisseurs ou leurs investissements sont tenus de respecter, que ce soit en vertu d'une loi ou d'un règlement applicable actuel ou futur ou aux termes de leurs propres règlements internes ou autres règles qui les gouvernent ou en vertu d'un mandat visant un portefeuille d'investissement (en particulier en ce qui concerne toute incidence directe ou indirecte des actifs admissibles en matière environnementale, sociale ou de durabilité). Les placeurs pour compte ne sont aucunement responsables à l'égard de toute évaluation des actifs admissibles ou de la gestion du produit provenant du placement des débetures. La conception, la construction et l'exploitation des actifs pourraient avoir des incidences défavorables en matière environnementale ou sociale ou ces actifs pourraient susciter la controverse ou devenir la cible de critiques de groupes militants ou d'autres intervenants.

Morningstar Sustainalytics, fournisseur de recherches, d'évaluations et de données reconnu à l'échelle mondiale, a évalué le cadre de référence des obligations durables de la FSL et son harmonisation avec les normes sectorielles pertinentes et a fourni une analyse de la robustesse et de la crédibilité du cadre de référence des obligations durables de la FSL. L'avis indépendant, qu'il soit considéré en totalité ou en partie, ne doit pas être interprété comme faisant partie du placement ni comme une offre ou une publicité visant l'achat d'un titre, une sollicitation de votes ou de procurations, un conseil en matière de placement, un avis d'expert ou une lettre d'assurance négative au sens des lois applicables. L'avis indépendant n'est pas intégré aux présentes et n'en fait pas partie intégrante. Ni la FSL ni les placeurs pour compte ne font de déclaration quant au caractère adéquat de l'avis indépendant. L'avis indépendant ne constitue pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir des titres et ne doit servir qu'à des fins d'information.

La FSL a consenti à un emploi du produit particulier et à certaines obligations d'information, tel qu'il est décrit aux rubriques « Emploi du produit » et « Cadre de référence des obligations durables de la FSL », respectivement; toutefois, le fait que la FSL ne respecte pas ces obligations ne constituera pas un cas de défaut aux termes des débetures. Un retrait éventuel de l'avis indépendant pourrait avoir une incidence sur la valeur des débetures et/ou pourrait avoir des conséquences pour certains investisseurs dont le portefeuille comporte le mandat d'investir dans des actifs durables.

Les débetures possèdent un volet à taux variable.

Étant donné que les débetures possèdent un volet à taux variable, les placements dans celles-ci comportent des risques importants qui ne sont pas liés aux placements dans des débetures à taux fixe. Le rajustement du taux applicable à une débenture à taux variable pourrait entraîner un intérêt inférieur comparativement à l'intérêt d'une débenture à taux fixe émise au même moment. Le taux applicable à une débenture à taux variable variera en fonction des fluctuations de l'instrument ou de l'obligation sur lequel se base le taux applicable, lequel peut à son tour fluctuer en fonction d'un certain nombre de facteurs interreliés, y compris des événements économiques, financiers et politiques qui sont indépendants de la volonté de la FSL.

Si le CORRA n'est plus publié en raison d'un événement déclencheur de l'abandon de l'indice relativement au CORRA, l'acte de fiducie exigera que la FSL utilise un autre taux applicable, comme il est décrit ci-dessus. Ce faisant, la FSL ne prendrait en charge aucune obligation ou relation de mandataire ou de fiduciaire, y compris des fonctions ou obligations fiduciaires, pour ou avec les porteurs de débetures. Rien ne garantit que les caractéristiques et le comportement de tout autre taux applicable seront similaires à ceux du CORRA, et l'utilisation de ces taux peut donner lieu à des versements de l'intérêt qui sont inférieurs ou qui ne correspondent pas aux versements qui auraient été effectués à l'égard des débetures si le CORRA était disponible dans sa forme actuelle. En outre, ces taux peuvent ne pas toujours fonctionner comme prévu (notamment en raison d'un historique limité et de changements et de faits nouveaux à l'égard de ces taux, de la disponibilité d'information concernant les taux et de l'établissement de l'écart d'ajustement applicable (le cas échéant) au moment pertinent). L'incertitude à l'égard des conventions du marché en ce qui concerne le calcul d'un autre taux applicable et la question de savoir si l'autre taux de référence est un remplacement ou un successeur adéquat pour le

CORRA composé quotidiennement peuvent avoir une incidence défavorable sur la liquidité, le rendement, la valeur et le marché des débetures. De plus, la FSL peut dans l'avenir émettre des billets qui font référence au CORRA qui diffèrent sensiblement quant au calcul de l'intérêt lorsqu'on les compare aux débetures ou à d'autres titres liés au CORRA que la FSL a émis, ce qui pourrait accroître la volatilité des débetures ou avoir une incidence défavorable sur leur liquidité, leur rendement, leur valeur et leur marché. La survenance de l'une des situations précitées pourrait entraîner des distributions différentes de celles qui sont prévues et avoir une incidence importante sur la valeur des débetures.

À la survenance d'un événement déclencheur de l'abandon de l'indice relativement au CORRA et à une date d'effet de l'abandon de l'indice connexe, l'agent chargé du calcul fera des changements et des ajustements comme il est indiqué ci-dessus qui pourraient avoir une incidence défavorable sur la liquidité, le rendement, la valeur et le marché des débetures.

Comme le CORRA est publié par la Banque du Canada, la FSL n'a aucun contrôle sur sa fixation, son calcul ou sa publication. Rien ne garantit que le CORRA ne sera pas abandonné ou profondément modifié d'une façon qui nuit considérablement aux intérêts des investisseurs dans des titres en corrélation avec le CORRA, y compris les débetures. Une modification du mode de calcul du CORRA pourrait entraîner une réduction de l'intérêt payable sur les titres visés et du cours de ces titres, y compris les débetures.

Les investisseurs doivent savoir que le marché continue de se former par rapport aux taux sans risque, comme le CORRA, à titre de taux de référence dans les marchés des capitaux. De plus, des précédents du marché limités existent pour des titres qui font appel à un taux de référence quotidien composé (comme le CORRA composé quotidiennement) à titre de taux de référence, et la méthode pour calculer un taux d'intérêt fondé sur un taux de référence quotidien composé dans ces précédents varie. En outre, des participants du marché et des groupes de travail pertinents étudient d'autres taux de référence fondés sur différentes applications du CORRA. Ainsi, la formule et les conventions de documentation connexes qui s'appliquent aux débetures émises aux termes du présent supplément de prospectus peuvent ne pas être adoptées largement par d'autres intervenants du marché, si tant est qu'elles le sont. L'adoption par le marché (y compris par la FSL) d'une autre méthode de calcul qui se distingue de la formule et des conventions de documentation connexes utilisées par rapport aux débetures émises aux termes du présent supplément de prospectus pourrait avoir une incidence défavorable sur la liquidité, le rendement, la valeur et le marché des débetures.

Les investisseurs doivent également savoir que le taux variable à l'égard des débetures ne pourra être établi qu'à la date de détermination de l'intérêt qui tombe vers la fin de la période d'intérêt variable pertinente et immédiatement ou peu avant la date de versement de l'intérêt pertinente relative à cette période d'intérêt variable. Il pourrait être difficile pour les investisseurs d'estimer de façon fiable le montant de l'intérêt qui sera payable à l'égard des débetures avant la date de détermination de l'intérêt, et certains investisseurs pourraient ne pas être en mesure de négocier les débetures ou ne pas être disposés à le faire sans apporter de modifications à leurs systèmes informatiques, deux facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable sur la liquidité, le rendement, la valeur et le marché des débetures.

En outre, la façon dont les taux de référence CORRA sont adoptés ou appliqués dans les marchés des titres d'emprunt pourrait différer considérablement de l'application et de l'adoption du CORRA dans d'autres marchés, comme les marchés des instruments dérivés et des prêts. Les investisseurs devraient examiner attentivement la façon dont une incompatibilité dans l'adoption des taux de référence CORRA par ces marchés pourrait influencer un arrangement de couverture ou toute autre entente financière qu'ils pourraient mettre en place dans le cadre de toute acquisition, détention ou disposition de titres en corrélation avec le CORRA, y compris les débetures.

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Le présent supplément de fixation du prix est réputé intégré par renvoi, en date des présentes, dans le prospectus ci-joint, aux seules fins du placement des débetures.

Les documents ci-après, qui ont été déposés par la FSL auprès des commissions des valeurs mobilières ou autorités analogues dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada, sont intégrés par renvoi dans le prospectus :

- a) la notice annuelle datée du 7 février 2024;
- b) les états consolidés de la situation financière audités au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, les états consolidés du résultat net, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie connexes pour chacun des exercices compris dans la période close le 31 décembre 2023 et les notes annexes, les rapports du

cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant y afférents (collectivement, les « **états financiers annuels** ») et les rapports de gestion y afférents (le « **rapport de gestion annuel** »);

- c) les états consolidés de la situation financière intermédiaires non audités au 31 mars 2024 et au 31 décembre 2023 ainsi que les états consolidés du résultat net intermédiaires non audités, les états consolidés du résultat global intermédiaires non audités et les tableaux consolidés des flux de trésorerie intermédiaires non audités connexes pour les trimestres clos les 31 mars 2024 et 2023, ainsi que les états consolidés des variations des capitaux propres intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2024 et 2023, avec les rapports de gestion y afférents;
- d) la circulaire d'information de la direction datée du 15 mars 2024;
- e) la déclaration de changement important datée du 25 mars 2024 relativement à la nomination de Timothy (Tim) Deacon au poste de vice-président général et premier directeur financier;
- f) le modèle du sommaire des modalités indicatif visant les débentures subordonnées non garanties à taux fixe/variable daté du 13 mai 2024 (les « **documents de commercialisation indicatifs** »);
- g) le modèle du sommaire des modalités définitif visant les débentures subordonnées non garanties à taux fixe/variable daté du 13 mai 2024 (avec les documents de commercialisation indicatifs, les « **documents de commercialisation** »).

Les documents de commercialisation ne font pas partie du présent supplément de fixation du prix pour autant que leur contenu ait été modifié ou remplacé par de l'information contenue dans le présent supplément de fixation du prix.

Les documents du type décrit à l'article 11.1 de l'Annexe 44-101A1 du *Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* déposés par la FSL et tout modèle des « documents de commercialisation » (au sens attribué à ce terme dans le *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*) déposés par la FSL auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada après la date du présent supplément de fixation du prix et avant la fin du placement (y compris toute modification aux documents de commercialisation, ou toute version modifiée de ceux-ci) sont réputés intégrés par renvoi dans le prospectus.

Toute déclaration contenue dans le présent supplément de fixation du prix, dans le prospectus ou dans un document qui est intégré ou réputé intégré par renvoi dans le prospectus sera réputée modifiée ou remplacée, aux fins du présent supplément de fixation du prix, dans la mesure où une déclaration contenue aux présentes, dans le prospectus ou dans un autre document déposé ultérieurement qui est également intégré ou réputé intégré par renvoi dans le prospectus, modifie ou remplace cette déclaration. Il n'est pas nécessaire que la déclaration qui en modifie ou en remplace une autre indique qu'elle modifie ou remplace une déclaration antérieure ni qu'elle comprenne quelque autre information donnée dans le document qu'elle modifie ou remplace. La divulgation d'une déclaration qui en modifie ou en remplace une autre ne sera pas réputée être un aveu à quelque fin que ce soit du fait que la déclaration modifiée ou remplacée, lorsqu'elle a été faite, constituait une déclaration fautive ou trompeuse, une déclaration inexacte au sujet d'un fait important ou une omission de déclarer un fait important dont l'énoncé est exigé ou qui est nécessaire pour éviter qu'une déclaration soit trompeuse eu égard aux circonstances dans lesquelles elle a été faite. Aucune déclaration ainsi modifiée ou remplacée, sauf telle qu'elle est ainsi modifiée ou remplacée, ne sera réputée faire partie du prospectus.

ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT

De l'avis de Torys LLP, conseillers juridiques de la FSL, et de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques des placeurs pour compte, les débentures offertes aux termes des présentes, si elles étaient émises en date du présent supplément de fixation du prix, constitueraient à cette date des placements admissibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « **Loi de l'impôt** ») pour une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite (« **REER** »), un fonds enregistré de revenu de retraite (« **FERR** »), un régime enregistré d'épargne-études (« **REEE** »), un régime enregistré d'épargne-invalidité (« **REEL** »), un compte d'épargne libre d'impôt (« **CELI** »), un compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (« **CELIAPP** ») ou un régime de participation différée aux bénéfices (« **RPDB** »), autre qu'un régime de participation différée aux bénéfices auquel contribue la FSL, ou un employeur avec lequel la FSL a un lien de dépendance au sens donné à ce terme dans la *Loi de l'impôt*.

Malgré que les débetures puissent être des placements admissibles pour une fiducie régie par un CELI, un CELIAPP, un REEI, un REER, un FERR ou un REEE, le détenteur d'un CELI, d'un CELIAPP ou d'un REEI, le rentier aux du REER ou du FERR ou le souscripteur d'un REEE, le cas échéant, qui détient des débetures seront assujettis à une pénalité fiscale si les débetures constituent un « placement interdit » (au sens donné à ce terme à l'article 207.01 de la Loi de l'impôt) pour une fiducie. Les débetures, si elles étaient émises à la date du présent supplément de fixation du prix, ne constitueraient pas, à cette date, un « placement interdit » pour une fiducie régie par un CELI, un CELIAPP, un REEI, un REER, un REEI ou d'un REEE, à la condition que le détenteur du CELI, du CELIAPP ou du REEI, le rentier du REER ou du FERR ou le souscripteur du REEE, selon le cas, n'ait pas de lien de dépendance avec la FSL pour l'application de la Loi de l'impôt et n'ait pas de « participation notable » (au sens donné à ce terme au paragraphe 207.01(4) de la Loi de l'impôt) dans la FSL.

Les acheteurs éventuels qui entendent détenir des débetures dans une fiducie régie par un REER, un FERR, un CELI, un CELIAPP, un REEE ou un RPDB devraient consulter leurs conseillers en fiscalité en ce qui concerne l'application des règles susmentionnées relatives aux « placements interdits » à leur situation, et ils devraient se fier aux conseils qu'ils leur donneront.

INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES

De l'avis de Torys LLP, conseillers juridiques de la FSL, et de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques des placeurs pour compte, le texte qui suit constitue à la date des présentes un résumé des principales incidences fiscales fédérales canadiennes qui s'appliquent en règle générale à un porteur de débetures qui acquiert, à titre de personne ayant la propriété effective, des débetures aux termes du présent placement et qui, à toutes les époques considérées, pour l'application de la Loi de l'impôt et de son règlement d'application (le « **règlement d'application** »), est ou est réputé être un résident du Canada, détient les débetures à titre d'immobilisations, traite sans lien de dépendance avec la FSL et n'est pas un membre du même groupe que la FSL (le « **porteur** »). Généralement, les débetures seront considérées comme des immobilisations pour un porteur, si le porteur ne les détient pas dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'opérations sur valeurs et qu'il ne les a pas acquises dans une ou plusieurs opérations réputées constituer un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. Certains porteurs dont les débetures pourraient autrement ne pas être admissibles à titre d'immobilisations peuvent avoir le droit d'obtenir que leurs débetures et les autres « titres canadiens » qu'ils possèdent soient traités comme des immobilisations en faisant le choix irrévocable prévu au paragraphe 39(4) de la Loi de l'impôt.

Le présent résumé ne s'applique pas au porteur (i) qui est une « institution financière » (au sens donné à ce terme dans la Loi de l'impôt pour l'application des règles d'évaluation à la valeur marchande), (ii) au porteur dans lequel une participation constitue un « abri fiscal déterminé » (au sens donné à ce terme dans la Loi de l'impôt), (iii) au porteur qui déclare ses « résultats fiscaux canadiens », au sens de l'article 261 de la Loi de l'impôt, dans une monnaie autre que la monnaie canadienne, ou (iv) qui a conclu ou conclura un « contrat dérivé à terme » ou un « arrangement de disposition factice » (au sens donné à ces termes dans la Loi de l'impôt) à l'égard des débetures. Ces porteurs devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité en ce qui concerne leur situation particulière. Le présent résumé ne traite pas de la déductibilité des intérêts sur l'argent emprunté pour acheter des débetures.

Le présent résumé est fondé sur les faits énoncés dans le prospectus et dans le présent supplément de fixation du prix, sur les dispositions actuelles de la Loi de l'impôt et de son règlement d'application qui sont en vigueur à la date du présent supplément de fixation du prix, sur toutes les propositions précises visant à modifier la Loi de l'impôt et son règlement d'application qui ont été annoncées publiquement par le ministre des Finances (Canada), ou en son nom, avant la date des présentes (les « **modifications proposées** ») et sur la compréhension qu'ont les conseillers juridiques des politiques administratives et des pratiques de cotisation en vigueur de l'Agence du revenu du Canada (l'« **ARC** ») qu'elle a publiées par écrit avant la date des présentes. Dans le présent résumé, on suppose que les modifications proposées seront adoptées dans leur version proposée à l'heure actuelle; toutefois, rien ne garantit que les modifications proposées seront mises en œuvre ni qu'elles le seront dans leur forme actuelle. Le présent résumé ne prend en considération ni ne prévoit autrement des changements sur le plan du droit ou de la pratique, que ce soit par voie de décision ou de mesure judiciaire, gouvernementale ou législative, ni des changements dans les politiques administratives ou les pratiques de cotisation de l'ARC. De plus, il ne tient compte d'aucune loi ou considération fiscale d'une province, d'un territoire ou d'une juridiction étrangère. Les dispositions des lois fiscales provinciales varient d'une province à l'autre au Canada et diffèrent, dans certains cas, des lois fiscales fédérales.

Le présent résumé est de nature générale seulement et ne vise pas à constituer un conseil juridique ou fiscal pour un porteur donné; il ne devrait pas être interprété comme tel. En outre, aucune déclaration quant aux incidences fiscales pour

un porteur particulier n'est faite. Par conséquent, les acheteurs éventuels devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité pour obtenir des conseils sur les conséquences fiscales pour eux de l'acquisition, de la détention et de la disposition des débetures, y compris l'application et l'incidence des lois fiscales, notamment de l'impôt sur le revenu, d'un pays, d'une province, d'un État ou d'une administration fiscale locale.

Le porteur qui est une société par actions, une société de personnes, une fiducie d'investissement à participation unitaire ou une fiducie dont le bénéficiaire est une société par actions ou une société de personnes sera tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition donnée tout intérêt ou tout montant considéré aux fins de la Loi de l'impôt comme de l'intérêt qui s'est accumulé (ou qui est réputé s'être accumulé) en sa faveur sur une débenture jusqu'à la fin de l'année d'imposition ou tout intérêt qu'il doit recevoir ou reçoit avant la fin de l'année d'imposition, sauf dans la mesure où l'intérêt (ou le montant considéré comme de l'intérêt) a déjà été inclus dans le revenu du porteur pour une année d'imposition antérieure.

Tout autre porteur, y compris un particulier et une fiducie (sauf une fiducie d'investissement à participation unitaire) dont le bénéficiaire n'est ni une société par actions ni une société de personnes, sera tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition donnée toute somme qu'il a reçue ou qu'il doit recevoir à titre d'intérêt sur une débenture (ou toute somme considérée comme de l'intérêt) au cours de l'année d'imposition (compte tenu de la méthode habituellement suivie par le porteur pour calculer son revenu), sauf dans la mesure où l'intérêt (ou toute somme considérée comme de l'intérêt) a été inclus dans le revenu du porteur pour une année d'imposition antérieure.

Si les débetures sont émises à escompte par rapport à leur valeur nominale, un porteur pourrait être tenu d'inclure un montant additionnel dans le calcul de son revenu, soit conformément aux règles d'accumulation des intérêts réputés contenues dans la Loi de l'impôt et son règlement d'application, soit dans l'année d'imposition au cours de laquelle le porteur a reçu ou doit recevoir une somme relative à l'escompte. Les porteurs devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité dans de telles circonstances étant donné que le traitement de l'escompte peut varier en raison des faits et des circonstances donnant lieu à l'escompte.

Toute prime versée par la FSL à un porteur en raison du rachat ou de l'achat en vue de l'annulation par la FSL d'une débenture avant l'échéance sera généralement réputée être de l'intérêt que le porteur a reçu à ce moment dans la mesure où cette prime peut raisonnablement être considérée comme reliée à l'intérêt qui aurait été payé ou payable par la FSL sur la débenture pour une année d'imposition se terminant après le rachat ou l'achat à des fins d'annulation, et qui n'excède pas la valeur au moment du rachat ou de l'achat à des fins d'annulation de cet intérêt.

En cas de disposition réelle ou réputée d'une débenture, que ce soit à son échéance, dans le cadre d'un rachat ou d'un achat aux fins d'annulation ou de toute autre manière, le porteur sera généralement tenu d'inclure dans son revenu dans l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition a lieu le montant de tout intérêt (y compris les montants considérés comme de l'intérêt) qui s'est accumulé sur la débenture à compter de la date du dernier versement d'intérêt jusqu'à la date de disposition et qui n'est pas payable avant ce moment dans la mesure où ce montant n'a pas déjà été inclus dans le revenu du porteur pour cette année d'imposition ou pour une année d'imposition antérieure. Un porteur peut également être tenu d'inclure dans le calcul de son revenu le montant de tout escompte qu'il a reçu ou doit recevoir. De façon générale, la disposition réelle ou réputée d'une débenture donnera lieu à un gain en capital (ou à une perte en capital) dans la mesure où le produit de la disposition, déduction faite de l'intérêt couru (ou de tout montant réputé être de l'intérêt) et de tout autre montant inclus dans le calcul du revenu et des coûts de disposition raisonnables, est supérieur (ou est inférieur) au prix de base rajusté de la débenture pour le porteur immédiatement avant la disposition.

Le prix de base rajusté d'une débenture pour le porteur tiendra généralement compte de toute somme payée pour acquérir la débenture, majorée du montant de tout escompte inclus dans le revenu de ce porteur. Le porteur qui se fait rembourser intégralement le capital impayé d'une débenture à l'échéance sera réputé avoir disposé de la débenture contre un produit de disposition égal à ce capital impayé.

Sous réserve de certaines modifications proposées contenues dans le budget fédéral canadien publié le 16 avril 2024 (le « **budget fédéral canadien de 2024** ») concernant l'imposition des gains en capital (les « **modifications relatives aux gains en capital** ») analysées ci-dessous, la moitié du montant de tout gain en capital (un « **gain en capital imposable** ») que le porteur a réalisé au cours d'une année d'imposition doit généralement être incluse dans son revenu pour cette année, et la moitié du montant de toute perte en capital (une « **perte en capital déductible** ») que le porteur a réalisée au cours d'une année d'imposition doit être déduite des gains en capital imposables qu'il a réalisés au cours de cette année. Les pertes en capital déductibles supérieures aux gains en capital imposables peuvent faire l'objet d'un report rétrospectif et être déduites au cours d'une des trois années d'imposition antérieures ou être reportées prospectivement et

être déduites au cours d'une année d'imposition subséquente des gains en capital imposables nets réalisés au cours de ces années, dans la mesure et dans les circonstances décrites dans la Loi de l'impôt. Les gains en capital réalisés par un particulier ou une fiducie (autre que certaines fiducies désignées) peuvent occasionner un impôt minimum de remplacement aux termes de la Loi de l'impôt.

Si elles sont adoptées dans leur version proposée, les modifications relatives aux gains en capital feraient augmenter le taux d'inclusion des gains en capital pour les gains en capital réalisés à compter du 25 juin 2024, d'une demie aux deux tiers pour : (i) les sociétés et les fiducies; et (ii) les particuliers sur la portion des gains en capital réalisés au cours de l'année excédant 250 000 \$. Les modifications relatives aux gains en capital prévoient également des rajustements correspondants au taux d'inclusion des pertes en capital et des pertes en capital reportées d'années antérieures (de sorte qu'une perte en capital subie avant le changement de taux compenserait entièrement un gain en capital équivalent réalisé après le changement de taux), de même que des règles transitoires et d'autres modifications corrélatives. La législation pour mettre en œuvre les modifications relatives aux gains en capital n'a pas encore été publiée. Les porteurs devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité concernant les incidences fiscales des modifications relatives aux gains en capital en fonction de leur situation en particulier.

Les intérêts que reçoit un porteur qui est un particulier (à l'exception de certaines fiducies), ou un gain en capital que réalise ce dernier, peuvent occasionner un impôt minimum de remplacement aux termes de la Loi de l'impôt. Les modifications proposées qui ont été publiées le 4 août 2023, si elles sont adoptées dans leur version proposée, contiennent des dispositions qui modifient les règles existantes pour calculer l'impôt minimum de remplacement en vertu de la Loi de l'impôt pour les années d'imposition qui commencent après le 31 décembre 2023. Le budget fédéral canadien de 2024 comprenait d'autres propositions visant à modifier les règles sur l'impôt minimum de remplacement dans la Loi de l'impôt, bien que la législation pour mettre en œuvre ces modifications proposées n'ait pas encore été publiée. Les porteurs qui sont des particuliers devraient consulter leurs conseillers en fiscalité concernant l'application de l'impôt minimum de remplacement en fonction de leur situation en particulier.

Le porteur qui est une « société privée sous contrôle canadien » (au sens donné à ce terme dans la Loi de l'impôt) au cours d'une année d'imposition peut devoir payer un impôt supplémentaire (remboursable dans certaines circonstances) sur son « revenu de placement total » (au sens donné à ce terme dans la Loi de l'impôt) pour l'année, qui est défini comme incluant les montants d'intérêt et les gains en capital imposables nets. Cet impôt supplémentaire et ce mécanisme de remboursement à l'égard du « revenu de placement total » peuvent également s'appliquer à un porteur qui est une « SPCC en substance », au sens donné à ce terme dans les modifications proposées, à tout moment au cours d'une année d'imposition.